

Après les élections (France) : Résolution sur la situation politique

dimanche 10 juillet 2022, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 4 juillet 2022).

Résolution adoptée par le conseil politique national des 2-3 juillet 2022.

Sommaire

- [Les trois pôles structurant la](#)
- [Une situation très instable](#)
- [Une orientation unitaire \(...\)](#)

Les résultats des élections législatives approfondissent les tendances lourdes de la présidentielle. Le rejet des forces politiques considérées comme responsables de la crise multiforme du capitalisme s'exprime dans la structuration de trois blocs. Cela crée une situation imprévue, inédite depuis 1958, une nouvelle étape de la crise de domination et de légitimité des possédants. Révélatrices d'un durcissement de la lutte des classes, elle peut déboucher sur des issues contradictoires pour notre camp. Le désaveu du projet néolibéral de Macron qui s'est exprimé dans les urnes pourrait ouvrir la voie à de nouvelles mobilisations, poursuivant la reconfiguration de la gauche ou, inversement, se concrétiser par une nouvelle offensive de l'extrême droite et un renforcement de son poids politique sur la situation.

Les trois pôles structurant la lutte des classes

1. Le résultat le plus inattendu est le score de l'extrême droite : 24,1% des voix et 5,5 millions de voix dont 18,7 % et 3,6 millions de voix pour le RN, après les 41,5 % (13,3 millions de voix) au second tour de l'élection présidentielle. Ce score montre que l'extrême droite a réussi à infuser suffisamment ses idées pour capter la colère anti-Macron. Marine Le Pen a continué sa campagne sur la question du pouvoir d'achat pour capter le vote des classes populaires. Le processus de banalisation du RN a en outre été accéléré par la banalisation du racisme dans les discours politiques et médiatiques ainsi que par le tournant autoritaire pris par Macron. L'effondrement du récit autour du front républicain et de la logique du barrage (notamment par le biais des appels confus de la Macronie visant à contrer « tous les extrêmes », voire la défense d'un barrage républicain... contre LFI) a contribué à faire entrer massivement l'extrême droite à l'Assemblée, avec 89 députéEs, des centaines d'attachéEs parlementaires et de permanents, des dizaines de millions d'euros pour construire son appareil. Si elle a encore peu de bandes violentes en son sein, elle en possède bien autour de Reconquête et au sein de la police et l'armée. D'ailleurs, il n'y a pas de hasard à la recrudescence des violences policières depuis la présidentielle, ni à ce que des policiers soient élus députés RN, ainsi que des individus comme Frédéric Boccaletti, fondateur d'une librairie proposant des ouvrages négationnistes et condamné dans les années 2000 à un an de prison dont six mois fermes pour « violence en réunion avec armes »...

Le RN renforce son implantation dans le pourtour méditerranéen, mais au-delà s'implante dans des

secteurs péri-urbains qu'ils aient été de droite comme le Grand Est ou plus marqués à gauche comme le Sud-Ouest. Reconquête accède à des moyens matériels très importants (1,6 million par an de subvention d'État). L'extrême droite, du fait de l'effondrement confirmé des partis traditionnels mais aussi du rejet de Macron, peut apparaître comme une alternative politique pour la bourgeoisie. L'hypothèse d'une arrivée au pouvoir de l'extrême droite, à la faveur d'une élection ou non, est de plus en plus envisageable. Cela nous confère des tâches pour une riposte unitaire antifasciste de masse.

2. À gauche, le vote NUPES est de nouveau un vote largement populaire, avec un caractère de classe pour celles et ceux qui veulent défendre un programme de rupture avec le social libéralisme. Cela se voit principalement par son aspect territorial, les quartiers populaires votant fortement pour elle, mais aussi, dans une moindre mesure, sur le plan social : au premier tour, la NUPES obtient 34 % et 28 % des voix auprès des électeurs dont les revenus sont respectivement inférieurs à 1250 € et entre 1250 et 2000 euros, 27 % chez les salariéEs du privé, 33% dans le public, 30% chez les chômeurs/ses. Bien que ces résultats doivent être lus en relation avec la sociologie de l'abstention (71% des 18-24 ans et 67% des ouvrierEs se sont abstenuEs au second tour des législatives), le RN reste cependant premier, et de loin, chez les ouvrierEs (45%, contre 18 % pour la NUPES).

Toutefois, on peut remarquer que le score total de la gauche a augmenté de façon importante. En 2017, LFI avait obtenu 11%, le PS 7,4%, le PCF 2,8 % et les autres composantes de « gauche » 2,9, soit un total de 24,1%. Cette fois, la NUPES obtient 26 % et le reste de la gauche 4,5%, soit un total de 30,5%. Mais surtout, on peut observer une modification du rapport de forces interne : en 2012, le PS avait obtenu 35 % des voix, 7,4 % des voix en 2017 et la baisse se poursuit si on rapporte le nombre de députés aux voix de la NUPES.

Le vote NUPES est l'expression de la conscience de classe à l'instant T : celles et ceux qui se reconnaissent dans la nécessité de défendre leurs intérêts, dans les entreprises et dans les quartiers populaires, avec les illusions et limites que cela implique. Mais on ne peut ignorer que les quartiers populaires se sont moins mobilisés pour aller voter NUPES par rapport au vote JLM à la présidentielle. Et surtout la NUPES n'est pas un cadre stabilisé mais qui va aux contraire être soumis à des pressions diverses, dont potentiellement celles des mouvements sociaux et la nôtre.

3. Enfin, le vote Macron confirme sa fonction bonapartiste en même temps que son usure, ce qui ouvre potentiellement une crise de gouvernance du pays pour les classes dirigeantes. Avec des scores faibles (12 % des inscritEs au premier tour, 26 % des votantEs, contre 32 % pour LREM et le Modem en 2017), une base sociale limitée, Ensemble ! ne doit qu'au système particulièrement antidémocratique du scrutin majoritaire et au découpage des circonscriptions de se positionner comme première force parlementaire. La droite, au total, recueille 40,3 % des voix, en étant fortement divisée entre LR et Ensemble !. Ensemble ! n'est majoritaire que chez les plus de 60 ans, chez les personnes dont les revenus sont supérieurs à 2 000 euros, et très majoritaire chez les électeurs/trices qui travaillent à leur compte. Le support social de ce vote pour ce qui est maintenant le principal parti bourgeois est donc la frange de la population qui souhaite la conservation du système en l'état, ce qui est de plus en plus une utopie au regard de la crise multidimensionnelle que nous traversons.

LR poursuit sa descente aux enfers. Après les faibles scores de Péresse, s'ils sauvent 61 députéEs, il est clair qu'il n'y a plus d'espace entre le parti libéral autoritaire de Macron et les néofascistes. Les appels du pied des macronistes aux LR, comme les négociations de LR avec le RN sur les élections aux vice-présidences, sont un avant-goût des tractations qui vont agiter l'Assemblée. Mais aussi une illustration de la porosité politique entre forces certes en rivalité mais en aucun cas antagoniques.

4. Les scores de l'extrême gauche sont très faibles. Pour ce qui concerne le NPA, à part dans la deuxième circonscription du Rhône, où la candidature de Raphaël Arnault et Mathilde Millat, soutenue par les militantEs LFI et du PCF, a obtenu 6,8 % des voix après s'être positionnée comme étant la « vraie candidature NUPES » alors que la candidature NUPES était ce qui se fait de plus à droite, les résultats sont autour de 0,5 % partout. Avec une petite visibilité nationale (présence dans toute les circonscriptions, accès à la campagne médiatique), Lutte ouvrière a obtenu des scores un peu meilleurs, avec une moyenne de 1 %, avec quelques scores supérieurs à 2 % dans des circonscriptions ouvrières. LO profite aussi de l'absence du reste de l'extrême gauche, dont la nôtre. Mais ces scores restent très bas, sont assez uniformes socialement, ne révèlent pas véritablement une implantation dans le prolétariat.

Ces scores, cohérents avec les scores très faibles de la présidentielle, montrent globalement le très faible espace politique qui existe à gauche de la NUPES, la grande difficulté à être entendus et (si on les lie avec le sondage affirmant que Philippe Poutou est la deuxième personnalité des électeurs de gauche, loin derrière Mélenchon) les aspirations unitaires des électeurs/trices. La gauche sous l'hégémonie de l'Union populaire fait renaître l'espoir d'un point d'appui électoral pour rompre avec les politiques libérales - même le PS et EÉLV ! - au contraire de la période où ces composantes participaient aux gouvernements Jospin ou Hollande. C'est avec cette évolution des consciences dans notre camp qu'il faut discuter pour peser sur les décantations indispensables.

5. Enfin, tous ces scores sont à relativiser du fait du niveau très élevé de l'abstention, de 53 %, sans compter celles et ceux qui n'ont pas le droit de vote. Cela signifie que la moitié des électeurs/trices ne croient pas pertinent de voter pour exprimer leurs besoins et encore moins pour changer leur vie. Cette abstention exprime aussi le rejet des institutions, mais parfois plus globalement de la politique, voire des formes de renoncement à pouvoir changer sensiblement les choses. La dénonciation du caractère antidémocratique des institutions de la V^e République, qui ont pour fonction de conduire à une immense passivité et à la possibilité de maintenir un pouvoir bonapartiste avec une assise sociale extrêmement réduite, doit s'accompagner de défense d'un projet d'autogestion économique et politique par l'implication des salariéEs et de la population, à commencer par une rupture démocratique avec la défense de revendications transitoires sur ce terrain.

Une situation très instable

5. Les trois pôles sont relativement homogènes, avec chacun un cœur qui polarise d'autres couches sociales. Ainsi, plus de la moitié des électeurs et électrices d'extrême droite et de la NUPES se sont abstenuEs au second tour quand leur candidatE était absent. Mais la situation reste très instable, avec des secteurs qui peuvent basculer facilement pour exprimer leur colère, comme a pu le montrer par exemple le mouvement des Gilets jaunes, ou le fait qu'un tiers des électeurs de Mélenchon ont voté Le Pen au second tour.

Concrètement, cela signifie que dans les prochains mois, des bascules sont possibles : des mobilisations sociales radicales et massives pour contrer des attaques gouvernementales ou pour exiger des mesures de protection contre les effets de l'inflation ou de la crise climatique, ou à l'inverse, des poussées réactionnaires pour s'opposer aux mobilisations sociales et /ou allumer des contre-feux sur des terrains racistes, islamophobes et sexistes des extrême droites un peu partout dans le monde.

Il faut s'y préparer. D'autant que la situation globale du capitalisme reste, au propre comme au figuré, en surchauffe. La canicule de juin a suivi les sécheresses de l'automne et de l'hiver, le GIEC

indique que « sans nouvelles mesures climatiques, la température moyenne de surface du globe augmentera de 3,3 à 5,4°C d'ici 2100. [...] Rester sous 1,5°C avec 50 % de chance et un léger dépassement nécessite des réductions d'émissions de 35 à 60 % en 2030 et de 73 à 94 % en 2050. »

6. La situation économique est également difficile avec l'inflation qui va dépasser les 5,7 % en moyenne dans les pays riches, 6,8 % en septembre en France selon l'INSEE, avec une projection à 8,7 % dans les « pays en développement » selon le FMI. La croissance est faible, notamment sous l'effet de la guerre en Ukraine. À cela s'ajoute la pénurie des matières premières et la crise de l'approvisionnement contribuant à déstabiliser le capitalisme global et à reconfigurer ses logiques impérialistes de territorialisation et de régionalisation.

Des mobilisations pour les salaires existent dans plusieurs entreprises. À l'aéroport de Roissy, à la SNCF, chez les routiers, chez TotalEnergies... C'est la conséquence de l'inflation continue depuis des mois. La décomposition des services publics franchit un nouveau seuil, avec les « job dating » dans l'Éducation nationale qui ont pour but de décupler la précarité, ou l'état désastreux des hôpitaux.

La guerre, en elle-même, se poursuit. L'offensive russe continue, avec son cortège de destructions massives et de morts, notamment avec des bombardements sur des cibles civiles. La résistance ukrainienne contre cette invasion impérialiste est déterminée, parfois désespérée, et justifie un soutien de notre camp social par en bas, indépendant de tout gouvernement, même si nous comprenons la nécessité pour les ukrainienNEs d'obtenir les armes qui leur permettent d'éviter la défaite. En même temps, alors que les puissances occidentales affirment refuser l'escalade guerrière, l'OTAN vient d'annoncer le renforcement de ses capacités d'intervention, tandis que l'Union européenne se lance dans de nouveaux programmes militaires et accélère le processus d'intégration de l'Ukraine à l'Union européenne.

Sur 7 millions de déplacÉEs hors d'Ukraine, 100 000 auraient été accueilliEs en France, bénéficiant d'une forte solidarité populaire, alors que le statut de « protection temporaire » avec les moyens de l'État qui vont avec, sont loin de toutes et tous les englober - et restent exclus pour la quasi-totalité des déplacÉEs et réfugiéEs des autres conflits. Par ailleurs, pour défendre le droit des femmes à l'avortement, en particulier en Pologne où ce droit a été quasiment supprimé et où se trouve la majorité des UkrainienNEs déplacÉEs hors de leur pays, une campagne internationale d'urgence a été lancée, et nous nous y associons.

7. La remise en cause du droit à l'avortement aux États-Unis montre les effets du passage de l'extrême droite au pouvoir. L'IVG est maintenant interdit dans plusieurs dizaines d'États, et les intégristes exigent maintenant l'interdiction de la contraception, en attendant d'attaquer les droits des LGBTI ou des immigréEs. La mobilisation aux États-Unis doit être combinée à une solidarité internationale qui permet à la fois d'aider la lutte là-bas et de construire ici les mobilisations pour les droits des femmes et contre l'extrême droite. La bataille pour l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution française peut, de ce point de vue, être un point d'appui, même si nous considérons que tous ces droits peuvent toujours être remise en cause dans le capitalisme et que seule la lutte pour la mise en œuvre effective de ces droits (moyens matériels et humains en particulier) est une garantie de leur maintien, voire de leur extension.

Une orientation unitaire et des batailles politiques

8. La menace de l'extrême droite d'un côté, une forme de reconstruction de la conscience de classe de l'autre et l'instabilité de la période nous conduisent à défendre une orientation de front unique offensive. La volonté de Macron de travailler à une union nationale ne fonctionne pas, et l'absence

de majorité conduit à une fragilisation du pouvoir, en plus de sa faible légitimité. Il va être conduit à une alliance, certainement au coup par coup, avec LR qui va clarifier pour le gouvernement la mise en place d'une orientation très offensive contre les classes populaires. Cette ouverture en direction de la veille droite va aussi amplifier les pressions exercées par l'extrême droite dans ce secteur politique, ouvrant aussi possiblement la voie à de dangereuses formes de décomposition/recomposition. Comme Macron l'a confirmé il y a quelques jours, la réforme des retraites va dans ce contexte revenir assez rapidement, comme d'autres offensives visant à faire payer la crise aux classes populaires et à augmenter les taux de profit.

9. Hétérogène et soumise aux pressions des négociations parlementaires et des logiques d'auto-préservation de chacune de ses composantes, la NUPES n'est pas stabilisée mais pourrait constituer une étape dans le processus de reconstitution de la gauche. Nous souhaitons être partie prenante de la construction d'un cadre unitaire pour les luttes et un programme de rupture avec l'ordre néolibéral, tout en gardant notre indépendance politique et militante.

Partout où c'est possible, nous devons proposer de continuer à construire des cadres unitaires de luttes pour les revendications du monde du travail, des classes populaires, pour les luttes écologiques, de défense des services publics, contre la présence de l'extrême droite localement, et, plus largement, pour discuter d'une alternative au capitalisme. Là où la campagne de la NUPES a été militante, il est plus facile de proposer que la dynamique se poursuive. Mais cela n'est pas automatique, l'activité de LFI étant plus centrée autour de la stratégie électorale, la « révolution citoyenne »...

C'est autour de ces divergences que nous pouvons travailler pour stimuler une prise de conscience autour des lacunes de l'Union populaire : la primauté des mobilisations pour changer la société et leur articulation avec une présence dans les institutions, la question du rapport à l'État et aux institutions de la démocratie bourgeoise, la perspective stratégique de transformation révolutionnaire de la société, la question de la propriété privée et des rapports globaux de domination dans la société capitaliste.

Au sein de la NUPES, il existe des contre-tendances fortes : le PCF, ÉÉLV et le PS semblent vouloir se détacher pour se concentrer sur le regroupement de leurs forces, sur une orientation strictement institutionnelle, comme le montrent les déclarations de dirigeants d'ÉÉLV et du PCF envisageant la possibilité d'une participation à un gouvernement d'union nationale tel que proposé par Macron. La direction de LFI va être, au mieux, focalisée par la mise en place du travail parlementaire, qui va absorber une grande partie de ses cadres, au pire opposée à mettre en place des cadres démocratiques locaux. La pression des institutions va s'exercer fortement, en termes de temps consacré aux activités militantes. Déjà des débats ont eu lieu où certainEs affirment la nécessité de conquérir de nouvelles positions institutionnelles dans les élections, ou de préparer sur le plan électoral une éventuelle dissolution.

Nos propositions ne se limitent pas à la NUPES, nous proposons une politique unitaire contre le gouvernement et le patronat à toutes les forces militantes, syndicats, associations, collectifs militants. Le succès de la réunion unitaire de débat public à Paris le 24 juin, la disponibilité affichée de façon diverse par plusieurs composantes anticapitalistes, montrent qu'un espace politique important existe lorsque nous défendons une orientation unitaire et radicale, que nous nous adressons aux autres courants sans abandonner notre spécificité, nos orientations.

10. Nous ne savons pas exactement comment les événements vont évoluer et comment les différents courants vont se positionner, il faudra faire des tests et en tirer les bilans, mais il apparaît possible de faire des propositions concrètes :

- poursuivre l'action unitaire, en participant - voire en les proposant selon les endroits - aux Parlements populaires locaux (réunissant les forces politiques composant la NUPES qui le souhaitent, en l'ouvrant à d'autres courants politiques dont le nôtre, et à des militantEs ou groupes de la gauche sociale, syndicale, associative), en proposant la mise en place de collectifs unitaires, avec des débats et des actions communes. Nous pouvons également travailler à resserrer les échanges et les interventions communes avec les groupes d'action de LFI, à assister à leur réunion... Cette politique n'est pas possible partout, du fait de l'intégration parfois déjà avancée de la NUPES à la gestion du système, mais est notre ligne « en règle générale ».

- que cette action unitaire se fasse sur la base de campagnes précises : pour le droit à l'avortement, pour les salaires, contre l'extrême droite... Cela se fait en lien avec les équipes militantes, des syndicats, des associations, des collectifs de lutte, notamment en préparation de la rentrée.

- débattre de comment se battre contre le capitalisme dans sa phase néolibérale, de comment construire une alternative basée sur l'auto-organisation, comment contrôler les éluEs, de quels outils politiques les exploitésEs et les opprimésEs ont besoin, etc.

Notre presse et notre matériel sont des outils pour œuvrer dans ce sens, pour susciter des débats et leur donner un support. Nous pouvons aussi, à l'image de la réunion parisienne, proposer des débats publics s'adressant aux secteurs radicaux de la NUPES, afin de les interpeler devant nos milieux communs sur nos points d'accord et de désaccords, d'avancer sur un possible travail local commun.

11. Notre indépendance politique, la poursuite de la construction d'une organisation révolutionnaire indépendante, le travail pour un programme de rupture et de transformation révolutionnaire de la société, sont des nécessités dans une situation où la NUPES n'est pas stabilisée et que sa composante Union populaire/LFI en particulier va subir des pressions en vue de son institutionnalisation par le système, cela alors que les enjeux de société deviennent de plus en plus importants, redonnant au clivage « socialisme ou barbarie » toujours plus d'actualité. Le NPA n'est pas une fin en soi, d'autant plus dans une période où des dizaines de milliers de personnes qui veulent changer le monde se sont retrouvésEs dans les campagnes de Mélenchon et de la NUPES, sans avoir d'avis tranché sur le clivage entre réforme et révolution. C'est particulièrement le cas pour une grande partie de la classe ouvrière organisée, les syndicalistes et militantEs combatifs/ves des grèves que nous avons côtoyés dans la bataille sur les retraites ou ailleurs. Nous devons nous lier à ces franges militantes.

Nous essayons de regrouper les forces qui ont des points de convergence avec nous sur l'analyse de la situation, sur les enjeux de la période, sur la nécessité d'une orientation unitaire tout en étant clairs sur la critique de la NUPES et la nécessité d'une rupture avec le capitalisme. Nous lançons un appel public du NPA vers l'extérieur pour regrouper les forces qui s'inscrivent dans cette perspective. Les discussions avec On s'en mêle, Rejoignons-nous, Ensemble ! Dans toutes leurs composantes, PEPS ou l'UCL s'inscrivent dans cette possibilité de rapprochement pour mener des batailles ensemble, sur le terrain social comme sur le terrain politique. Rien n'est écrit, mais nous savons que c'est dans l'action que les vérifications politiques se font, soit avec des individus qui hésitent à s'organiser, soit avec des courants organisés.

Notre université d'été sera un moment pour poursuivre ce travail, tout en étant une étape importante pour continuer à solidifier les liens que nous avons construits autour de la campagne Poutou avec une sphère sympathisante ou qui commence à militer, en se donnant les moyens de former, de structurer notre organisation, d'intégration dans les comités... La relance de commissions comme la CILT est un enjeu pour solidifier les liens avec des militantEs d'entreprise qui se sont rapprochésEs dans la dernière période, tout comme la reprise du stage de formation à Tôtes.

Nous devons également garder en tête que, dans une période où, nous l'avons vu, il est nécessaire d'opérer des virages tactiques rapides, aux résultats incertains et discutables, une plus grande homogénéité politique et organisationnelle est nécessaire. Les débats, les interactions avec les autres courants sont importants de ce point de vue pour préciser notre stratégie d'indépendance par rapport aux institutions et notre politique de front unique. Mais à l'inverse, la continuité des fractions publiques permanentes est devenue impossible car elles empêchent toute expérience commune, donc tout bilan commun. Leurs activités, quelquefois au nom du NPA, créent de la confusion sur ce que nous défendons et constituent un frein pour rendre visible et de façon cohérente l'orientation de l'organisation. Ainsi les quelques candidatures « dissidentes » d'A&R et de DR aux législatives ont constitué un pas de plus dans la rupture politique avec ces camarades, tout comme des appels au vote contradictoires avec la position nationale du NPA. Le prochain congrès devra être le cadre dans lequel sera traitée cette question, un débat qui doit conduire soit à la séparation, soit au retour à une organisation démocratiquement centralisée, où les débats tactiques et stratégiques se mènent en toute clarté à l'intérieur, pas à l'extérieur.

Le conseil politique national du NPA

P.-S.

- NPA. Publié le Mardi 5 juillet 2022 à 15h44 :

<https://nouveaupartianticapitaliste.org/arguments/vie-interne/resolution-sur-la-situation-politique>